



La Lettre de DiH

CONVOCATION

Octobre 2014



DiH
Mouvement de Protestation Civique
Association loi 1901 – Reconnue d'intérêt général

Siège social
Mairie, 43400 Chambon sur Lignon
CCP n° 2583 03 W – CLERMONT

*

Site : <http://d.i.h.free.fr/>
Courriel : GenCharlionet@aol.com

*

Composition du Bureau

- Geneviève Charlionet : présidente
- Nicole Beydon – Dallenbach :
vice présidente
- Christiane Brottes : trésorière
- Michel Riffard : délégué à Tence

« *On ne transforme pas le monde*

en le contemplant :

on le transforme

en se plongeant

dans le mouvement des hommes

qui veulent le changer. »

Paul Nizan

AG

**DiH - Mouvement de
Protestation civique**

**Samedi 11 octobre
14h30**

**Salle de la Gare
au Chambon-sur-Lignon
(ordre du jour ci-dessous)**

Au verso de larges extraits du
plaidoyer de l'archevêque
Desmond Tutu, publié
initialement sur :

<http://www.haaretz.com/opinion/1.610687>

(Traduit par Avaaz)

Chers Amis, vous êtes expressément invités à participer aux débats et à la prise de décision finale de notre assemblée.

C'est d'autant plus important que nous nous heurtons à un problème : le « *Center for Emerging Futures* » ne répond plus. Est-ce à dire que nous renonçons ? Pas du tout. Mais ça peut retarder d'une année la rencontre franco-israélo-palestinienne. Il y a plusieurs raisons possibles à ce silence et nous en parlerons librement.

Mais nous avons déjà trop attendu pour vous envoyer cette convocation, même si la date du 11 octobre avait déjà été annoncée dans la lettre de juin.

Ordre du jour

I. Rappel des activités adoptées en AG 2013 :

Rencontre israélo-palestinienne au Chambon, invitation d'une personnalité juive éminente, campagne concernant le « *made in Israël* ».

La campagne a eu lieu, le projet de rencontre se poursuit, seule l'invitation d'une personnalité est tombée dans les oubliettes. (Questions, débat)

II. Projets pour l'année 2014-2015 :

- Le projet de rencontre se poursuit

- L'invitation d'une personnalité israélienne doit se concrétiser. (Questions, débat, vote)

III. Rapport financier ci-joint. (Questions, vote)

IV. Le bureau a l'intention d'écrire au gouvernement. Cette lettre distribuée en début de séance ne peut être envoyée qu'avec l'accord de l'AG.

« Mon plaidoyer pour le peuple d'Israël : Libérez-vous en libérant la Palestine.

[...] Nous, Sud-Africains, connaissons la violence et la haine. Nous savons ce que cela signifie d'être les oubliés du monde, quand personne ne veut comprendre ou même écouter ce que nous exprimons. Cela fait partie de nos racines et de notre vécu.

Mais nous savons aussi ce que le dialogue entre nos dirigeants a permis, quand des organisations qu'on accusait de « terroristes » furent à nouveau autorisées, et que leurs meneurs, parmi lesquels Nelson Mandela, furent libérés de prison ou de l'exil.

Nous savons que lorsque nos dirigeants ont commencé à se parler, la logique de violence qui avait brisé notre société s'est dissipée pour ensuite disparaître. Les actes terroristes qui se produisirent après le début des échanges – comme des attaques sur une église et un bar – furent condamnés par tous, et ceux qui en étaient à l'origine ne trouvèrent plus aucun soutien lorsque les urnes parlèrent.

[...] Mais ce qui au final a poussé ces dirigeants à se réunir autour de la table des négociations a été la panoplie de moyens efficaces et non-violents qui avaient été mis en œuvre pour isoler l'Afrique du Sud sur les plans économique, académique, culturel et psychologique.

[...] Il devient de plus en plus clair que les politiciens et les diplomates sont incapables de trouver des réponses, et que la responsabilité de négocier une solution durable à la crise en Terre Sainte repose sur la société civile et sur les peuples d'Israël et de Palestine eux-mêmes.

Outre la dévastation récente de Gaza, des personnes honnêtes venant du monde entier - notamment en Israël - sont profondément perturbées par les violations quotidiennes de la dignité humaine et de la liberté de mouvements, auxquelles les Palestiniens sont soumis aux postes de contrôle et aux barrages routiers. De plus, les politiques israéliennes d'occupation illégale et la construction d'implantations en zones tampons sur le territoire occupé aggravent la difficulté de parvenir à un accord qui soit acceptable pour tous dans le futur.

L'Etat d'Israël agit comme s'il n'y avait pas de lendemain. Ses habitants ne connaîtront pas l'existence calme et sécuritaire à laquelle ils aspirent et à laquelle ils ont droit, tant que leurs dirigeants perpétueront les conditions qui font perdurer le conflit.

J'ai condamné ceux qui en Palestine sont responsables de tirs de missiles et de roquettes sur Israël. Ils attisent les flammes de la haine. Je suis opposé à toute forme de violence.

Mais, soyons clairs, le peuple de Palestine a le droit de lutter pour sa liberté et sa dignité. Cette lutte est soutenue par beaucoup de gens dans le monde entier.

Nul problème créé par l'homme n'est sans issue lorsque les humains mettent en commun leurs efforts sincères pour le résoudre. Aucune paix n'est impossible lorsque les gens sont déterminés à l'atteindre.

La paix nécessite que le peuple d'Israël et le peuple de Palestine reconnaissent l'être humain qui est en eux et se reconnaissent les uns les autres afin de comprendre leur interdépendance.

Les missiles, les bombes et les invectives brutales ne sont pas la solution. Il n'y a pas de solution militaire.

La solution viendra plus probablement des outils non violents que nous avons développés en Afrique du Sud dans les années 80 afin de persuader le gouvernement sud-africain de la nécessité de changer sa politique.

La raison pour laquelle ces outils - boycott, sanctions et retraits des investissements – se sont finalement avérés efficaces, est qu'ils bénéficiaient d'une masse critique de soutien aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

[...] Cela demande un changement de paradigme qui reconnaisse qu'une tentative de maintenir le statu quo revient à condamner les générations suivantes à la violence et l'insécurité. Un changement qui arrête de considérer une critique légitime de la politique de l'Etat comme une attaque contre le judaïsme. Un changement qui commence à l'intérieur et se propage à travers les communautés, les nations et les régions, à la diaspora qui s'étend à travers le monde que nous partageons.

Le seul monde que nous partageons ! ... » Desmond Tutu